

(N° 126.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 4 AOÛT 1925.

Projet de loi

portant approbation des projets de conventions élaborées à Genève par la Conférence Internationale du Travail et concernant respectivement l'emploi de la céruse dans la peinture, les droits d'association et de coalition des travailleurs agricoles, l'âge minimum d'admission des jeunes gens au travail en qualité de soutiers ou chauffeurs et l'examen médical obligatoire des enfants et des jeunes gens employés à bord des bateaux.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Au cours de sa troisième session tenue à Genève du 25 octobre au 19 novembre 1924, la Conférence Internationale du Travail a adopté des projets de Convention se rapportant à des questions d'ordre industriel, agricole et maritime.

Nous avons l'honneur, Messieurs, de soumettre aujourd'hui à vos délibérations les projets de Convention qui visent respectivement :

- 1° l'emploi de la céruse dans la peinture en bâtiment ;
- 2° les droits d'association et de coalition des travailleurs agricoles ;
- 3° l'âge minimum d'admission des jeunes gens au travail en qualité de soutiers ou chauffeurs.
- 4° l'examen médical obligatoire des enfants et des jeunes gens employés à bord des bateaux.

*
*
*

Le premier de ces projets de Convention a pour objet de réaliser la réglementation suivante :

I. — Interdiction de l'emploi de la céruse et du sulfate de plomb dans les travaux de peinture *intérieure* des bâtiments. On en excepte cependant, et sous des garanties déterminées, certains travaux de peinture intérieure pour lesquels l'emploi des pigments blancs de plomb serait déclaré nécessaire par les autorités compétentes.

On fait aussi exception pour la peinture décorative et quelques travaux de parachèvement.

2. — L'emploi de la céruse et du sulfate de plomb est permis pour les travaux de peinture à l'extérieur moyennant une réglementation dont les éléments principaux sont : a) l'emploi exclusif des pigments de plomb sous forme de pâte ou de teintes préparées ; b) la prescription de mesures en vue d'écarter le danger du ponçage et du grattage à sec et de l'application de la peinture par pulvérisation ; c) la mise en vigueur d'une série de dispositions concernant l'hygiène corporelle des ouvriers peintres ; d) le dépistage médical des cas de saturnisme parmi les peintres.

Six Etats ont jusqu'à présent ratifié la dite Convention. Ce sont : l'Autriche, l'Espagne, l'Esthonie, la Lettonie, la Pologne, la Suède, la Tchécoslovaquie.

De plus, divers autres pays, l'Allemagne, le Chili, la République Cubaine, le Danemark, la France et l'Italie, ont proposé, par l'organe de leur Gouvernement, la ratification de la Convention dont il s'agit.

Au point de vue belge, il ne sera pas inutile de faire remarquer qu'un projet de loi mettant notre législation nationale en concordance avec la Convention de Genève est actuellement soumis aux délibérations du Sénat. Rien ne s'oppose donc à la ratification immédiate de la réglementation internationale sur l'emploi de la céruse. Il va de soi d'ailleurs que cette ratification devra forcément être suivie de l'adoption du projet de loi dont il vient d'être question.

* *

En ce qui concerne la Convention consacrant les droits d'association et de coalition des ouvriers agricoles, rien ne s'oppose à ce que le Parlement ratifie cette Convention, puisque la Constitution garantit aux ouvriers agricoles, comme à tous les citoyens belges, le libre exercice du droit d'association.

Jusqu'ici les pays suivants ont ratifié la Convention dont il s'agit : Autriche, Esthonie, Finlande, Grande-Bretagne, Indes, Irlande, Italie, Lettonie, Pologne, Suède et Tchécoslovaquie.

* *

Quant aux projets de Conventions internationales d'ordre maritime, le premier stipule que les jeunes gens de moins de dix-huit ans ne peuvent être employés au travail à bord des navires en qualité de chauffeurs ou de soutiers, le second porte que les personnes de moins de dix-huit ans ne peuvent être enrôlées pour le service des navires que moyennant présentation périodique d'un certificat médical attestant leur aptitude physique au travail de marin.

A ces principes la Conférence de Genève a attaché quelques réserves, notamment l'exclusion de la pêche maritime de leur application.

L'approbation proposée par le Gouvernement aux Chambres législatives de ces deux projets de Conventions n'implique aucune modification aux usages existants déjà dans notre marine marchande quant aux conditions d'embarquement des mineurs de moins de dix-huit ans pour le travail dans les soutes et les chaufferies.

d'une part, et quant à l'examen médical d'autre part. Au surplus, un projet de loi portant réglementation du contrat d'engagement maritime, dont les Chambres seront incessamment saisies, contient, au point de vue national, des stipulations formelles qui confirmeront les usages observés par nos armateurs, en leur conférant la forme légale obligatoire.

Les tendances humanitaires dont s'est inspirée la Conférence de Genève s'étaient donc déjà imposées à nos chefs d'entreprises maritimes et au Gouvernement antérieurement à l'élaboration de ces Conventions et rien ne s'oppose dès lors à ce que la Belgique accorde à celles-ci, sous les diverses réserves qui y sont inscrites, son entière adhésion.

Ces Conventions ont été ratifiées jusqu'à présent par les pays dont les noms suivent :

Pour la première Convention :

Le Danemark, l'Espagne, l'Esthonie, l'Inde, l'Italie, la Lettonie, la Pologne, la Roumanie et la Bulgarie.

Pour la seconde Convention :

L'Espagne, l'Esthonie, l'Inde, l'Italie, le Japon, la Lettonie, la Pologne, la Roumanie et la Bulgarie.

Nous avons la confiance, Messieurs, que vous ne manquerez pas de réserver un accueil favorable au projet de loi portant approbation des projets de Conventions envisagés ci-dessus.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

EMILE VANDERVELDE.

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail et
de la Prévoyance Sociale,*

J. WAUTERS

Le Ministre de l'Agriculture,

A. VAN DE VYVERE.

*Le Ministre des Chemins de Fer, Marine,
Postes et Télégraphes,*

E. ANSEELE.



Projet de Convention

concernant les droits d'association et de coalition des travailleurs agricoles.

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail de la Société des Nations,

Convoquée à Genève par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, et s'y étant réunie le 25 octobre 1921, en sa troisième session,

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives aux droits d'association et de coalition des travailleurs agricoles, question comprise dans le quatrième point de l'ordre du jour de la session, et

Après avoir décidé que ces propositions prendraient la forme d'un projet de convention internationale,

adopte le Projet de Convention ci-après, à ratifier par les Membres de l'Organisation internationale du Travail, conformément aux dispositions de la Partie XIII du Traité de Versailles et des Parties correspondantes des autres Traités de Paix :

ARTICLE PREMIER.

Tout Membre de l'Organisation internationale du Travail ratifiant la présente Convention, s'engage à assurer à toutes les personnes occupées dans l'agriculture les mêmes droits d'association et de coalition qu'aux travailleurs de l'industrie, et à abroger toute disposition législative ou autres ayant pour effet de restreindre ces droits à l'égard des travailleurs agricoles.

ARTICLE 2.

Les ratifications officielles de la présente Convention, dans les conditions prévues à la Partie XIII du Traité de Versailles et aux Parties correspondantes des autres Traités de Paix, seront communiquées au Secrétaire général de la Société des Nations et par lui enregistrées.

ARTICLE 3.

La présente Convention entrera en vigueur dès que les ratifications de deux Membres de l'Organisation Internationale du Travail auront été enregistrées par le Secrétaire général.

Elle ne liera que les Membres dont la ratification aura été enregistrée au Secrétariat.

Par la suite, cette Convention entrera en vigueur pour chaque Membre à la date où sa ratification aura été enregistrée au Secrétariat.

ARTICLE 4.

Aussitôt que les ratifications de deux Membres de l'Organisation Internationale du Travail auront été enregistrées au Secrétariat, le Secrétaire général de la Société des Nations notifiera ce fait à tous les Membres de l'Organisation Internationale du Travail. Il leur notifiera également l'enregistrement des ratifications qui lui seront ultérieurement communiquées par tous autres Membres de l'Organisation.

ARTICLE 5.

Sous réserve des dispositions de l'article 3, tout Membre qui ratifie la présente Convention s'engage à appliquer les dispositions de l'article 1 au plus tard le 1^{er} janvier 1924, et à prendre telles mesures qui seront nécessaires pour rendre effectives ces dispositions.

ARTICLE 6.

Tout Membre de l'Organisation internationale du Travail qui ratifie la présente Convention s'engage à l'appliquer à ses colonies, possessions et protectorats conformément aux dispositions de l'article 421 du Traité de Versailles et des articles correspondants des autres Traités de Paix.

ARTICLE 7.

Tout Membre ayant ratifié la présente Convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la Convention par un acte communiqué au Secrétaire général de la Société des Nations et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée au Secrétariat.

ARTICLE 8.

Le Conseil d'Administration du Bureau international du Travail devra, au moins une fois tous les dix ans, présenter à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente Convention et décidera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de la revision ou de la modification de la dite Convention.

ARTICLE 9.

Les textes français et anglais de la présente Convention feront foi l'un et l'autre.

Projet de convention

concernant l'emploi de la céruse dans la peinture.

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail de la Société des Nations,

Convoquée à Genève par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail et s'y étant réunie le 28 octobre 1921, en sa troisième session,

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à l'interdiction de l'emploi de la céruse dans la peinture, question formant le sixième point de l'ordre du jour de la session, et

Après avoir décidé que ces propositions prendraient la forme d'un projet de convention internationale,
adopte le projet de convention ci-après à ratifier par les Membres de l'Organisation internationale du Travail, conformément aux dispositions de la Partie XIII du Traité de Versailles et des Parties correspondantes des autres Traités de Paix :

ARTICLE PREMIER.

Tout Membre de l'Organisation internationale du Travail qui ratifie la présente Convention s'engage à interdire, sous réserve des dérogations prévues à l'article 2, l'emploi de la céruse, du sulfate de plomb et de tous produits contenant ces pigments dans les travaux de peinture intérieure des bâtiments, à l'exception des gares de chemins de fer et des établissements industriels dans lesquels l'emploi de la céruse, du sulfate de plomb et de tous produits contenant ces pigments est déclaré nécessaire par les autorités compétentes, après consultation des organisations patronales et ouvrières.

L'emploi de pigments blancs contenant au maximum 2 p. c. de plomb, exprimé en plomb métal, reste néanmoins autorisé.

ARTICLE 2.

Les dispositions de l'article premier ne seront applicables, ni à la peinture décorative, ni aux travaux de filage et de rechapissage.

Chaque Gouvernement déterminera la ligne de démarcation entre les différents genres de peinture et réglementera l'emploi de la céruse, du sulfate de plomb et de tous produits contenant ces pigments en vue de ces travaux, conformément aux dispositions des articles 5, 6 et 7 de la présente Convention.

ARTICLE 3.

Il est interdit d'employer les jeunes gens de moins de dix-huit ans et les femmes aux travaux de peinture industrielle comportant l'usage de la céruse, du sulfate de plomb et de tous produits contenant ces pigments.

Les autorités compétentes ont le droit, après consultation des organisations patronales et ouvrières, de permettre que les apprentis de la peinture soient employés pour leur éducation professionnelle aux travaux interdits au paragraphe précédent.

ARTICLE 4.

Les interdictions prévues aux articles 1 et 3 entreront en vigueur six ans après la date de clôture de la troisième session de la Conférence internationale du Travail.

ARTICLE 5.

Tout Membre de l'Organisation internationale du Travail ratifiant la présente Convention s'engage à réglementer, sur la base des principes suivants, l'emploi de la céruse, du sulfate de plomb et de tous produits contenant ces pigments dans les travaux pour lesquels cet emploi n'est pas interdit :

I. a) La céruse, le sulfate de plomb ou les produits contenant ces pigments ne peuvent être manipulés dans les travaux de peinture que sous forme de pâte ou de peinture prête à l'emploi.

b) Des mesures seront prises pour écarter le danger provenant de l'application de la peinture par pulvérisation.

c) Des mesures seront prises, toutes les fois que cela sera possible, en vue d'écarter le danger des poussières provoquées par le ponçage et le grattage à sec.

II. a) Des dispositions seront prises afin que les ouvriers peintres puissent prendre tous soins de propreté nécessaires au cours et à l'issue du travail.

b) Des vêtements de travail devront être portés par les ouvriers peintres pendant toute la durée du travail.

c) Des dispositions appropriées seront prévues pour éviter que les vêtements quittés pendant le travail soient souillés par les matériaux employés pour la peinture.

III. a) Les cas de saturnisme et les cas présumés de saturnisme feront l'objet d'une déclaration et d'une vérification médicale ultérieure par un médecin désigné par l'autorité compétente.

b) L'autorité compétente pourra exiger un examen médical des travailleurs lorsqu'elle l'estimera nécessaire.

IV. Des instructions relatives aux précautions spéciales d'hygiène concernant leur profession seront distribuées aux ouvriers peintres.

ARTICLE 6.

En vue d'assurer le respect de la réglementation prévue aux articles précédents, l'autorité compétente prendra toutes mesures qu'elle jugera nécessaires, après avoir consulté les organisations patronales et ouvrières intéressées.

ARTICLE 7.

Des statistiques relatives au saturnisme chez les ouvriers peintres seront établies :

a) Pour la morbidité, au moyen de la déclaration et de la vérification de tous les cas de saturnisme.

b) Pour la mortalité, suivant une méthode approuvée par le service officiel de statistique dans chaque pays.

ARTICLE 8.

Les ratifications officielles de la présente Convention dans les conditions prévues à la Partie XIII du Traité de Versailles et aux Parties correspondantes des autres Traités de Paix seront communiquées au Secrétaire général de la Société des Nations et par lui enregistrées.

ARTICLE 9.

La présente Convention entrera en vigueur dès que les ratifications de deux Membres de l'Organisation internationale du Travail auront été enregistrées par le Secrétaire général.

Elle ne liera que les Membres dont la ratification aura été enregistrée au Secrétariat.

Par la suite, cette Convention entrera en vigueur pour chaque Membre à la date où sa ratification aura été enregistrée au Secrétariat.

ARTICLE 10.

Aussitôt que les ratifications de deux Membres de l'Organisation internationale du Travail auront été enregistrées au Secrétariat, le Secrétaire Général de la Société des Nations notifiera ce fait à tous les Membres de l'Organisation internationale du Travail. Il leur notifiera également l'enregistrement des ratifications qui lui seront ultérieurement communiquées par tous autres Membres de l'Organisation.

ARTICLE 11.

Tout Membre qui ratifie la présente Convention s'engage à appliquer les dispositions des articles 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7 au plus tard le 1^{er} janvier 1924 et à prendre telles mesures qui seront nécessaires pour rendre effectives ces dispositions.

ARTICLE 12.

Tout membre de l'Organisation Internationale du Travail qui ratifie la présente Convention s'engage à l'appliquer à ses Colonies, possessions et protectorats,

conformément aux dispositions de l'article 421 du Traité de Versailles et des articles correspondants des autres Traités de Paix.

ARTICLE 13.

Tout Membre ayant ratifié la présente Convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la Convention par un acte communiqué au Secrétaire général de la Société des Nations et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée au Secrétariat.

ARTICLE 14.

Le Conseil d'Administration du Bureau International du Travail devra, au moins une fois tous les dix ans, présenter à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente Convention et décidera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de la révision ou de la modification de la dite Convention.

ARTICLE 15.

Les textes français et anglais de la présente Convention feront foi l'un et l'autre.

Projet de Convention

*fixant l'âge minimum d'admission des jeunes gens au travail
en qualité de soutiers ou chauffeurs.*

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail de la Société des Nations,

Convoquée à Genève par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail et s'y étant réunie le 25 octobre 1921, en sa troisième session,

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à l'interdiction de l'emploi de toute personne âgée de moins de 18 ans au travail des soutes et des chaufferies, question comprise dans le huitième point de l'ordre du jour de la session, et

Après avoir décidé que ces propositions prendraient la forme d'un projet de Convention internationale,

Adopte le Projet de Convention ci-après à ratifier par les Membres de l'Organisation internationale du Travail, conformément aux dispositions de la Partie XIII du Traité de Versailles et des Parties correspondantes des autres Traités de Paix :

ARTICLE PREMIER.

Pour l'application de la présente Convention, le terme « navire » doit être entendu de tous les bateaux, navires ou bâtiments quels qu'ils soient, de propriété publique ou privée, effectuant une navigation maritime, à l'exclusion des navires de guerre.

ARTICLE 2.

Les jeunes gens de moins de dix-huit ans ne peuvent être employés au travail à bord des navires en qualité de soutiers ou chauffeurs.

ARTICLE 3.

Les dispositions de l'article 2 ne s'appliqueront pas :

a) au travail des jeunes gens sur les bateaux-écoles à condition que ce travail soit approuvé et surveillé par l'autorité publique ;

b) au travail sur les navires dont le moyen de propulsion principal est autre que la vapeur ;

c) au travail des jeunes gens de seize ans au moins dont l'aptitude physique aura été reconnue par un examen médical et qui seront employés sur les navires effectuant leur navigation exclusivement sur les côtes de l'Inde ou sur les côtes du Japon, sous réserve de règlements à intervenir après consultation avec les organisations les plus représentatives des employeurs et des travailleurs de ces pays.

ARTICLE 4.

Au cas où il serait nécessaire d'embaucher un chauffeur ou un soutier dans un port où il ne serait pas possible de trouver des travailleurs de cette catégorie âgés de dix-huit ans au moins, l'emploi pourra être occupé par des jeunes gens âgés de moins de dix-huit ans et de plus de seize ans, mais, dans ce cas, deux de ces jeunes gens devront être embauchés à la place du chauffeur ou soutier nécessaire.

ARTICLE 5.

Dans le but de permettre le contrôle de l'application des dispositions de la présente Convention, tout capitaine ou patron devra tenir un registre d'inscription ou un rôle d'équipage mentionnant toutes les personnes de moins de 18 ans employées à bord, avec l'indication de la date de leur naissance.

ARTICLE 6.

Les contrats d'engagement d'équipage contiendront un résumé des dispositions de la présente Convention.

ARTICLE 7.

Les ratifications officielles de la présente Convention dans les conditions prévues à la Partie XIII du Traité de Versailles et aux Parties correspondantes des autres Traités de Paix seront communiquées au Secrétaire général de la Société des Nations et par lui enregistrées.

ARTICLE 8.

La présente Convention entrera en vigueur dès que les ratifications de deux Membres de l'Organisation internationale du Travail auront été enregistrées par le Secrétaire général.

Elle ne liera que les Membres dont la ratification aura été enregistrée au Secrétariat.

Par la suite, cette Convention entrera en vigueur pour chaque Membre à la date où sa ratification aura été enregistrée au Secrétariat.

ARTICLE 9.

Aussitôt que les ratifications de deux Membres de l'Organisation internationale du Travail auront été enregistrées au Secrétariat, le Secrétaire général de la Société des Nations notifiera ce fait à tous les Membres de l'Organisation internationale du Travail. Il leur notifiera également l'enregistrement des ratifications qui lui seront ultérieurement communiquées par tous autres Membres de l'Organisation.

ARTICLE 10.

Sous réserve des dispositions de l'article 8, tout Membre qui ratifie la présente Convention s'engage à appliquer les dispositions des articles 1, 2, 3, 4, 5 et 6, au plus tard le 1^{er} janvier 1924 et à prendre telles mesures qui seront nécessaires pour rendre effectives ces dispositions.

ARTICLE 11.

Tout Membre de l'Organisation internationale du Travail qui ratifie la présente Convention s'engage à l'appliquer à ses colonies, possessions et protectorats, conformément aux dispositions de l'article 421 du Traité de Versailles et des articles correspondants des autres Traités de Paix.

ARTICLE 12.

Tout Membre ayant ratifié la présente Convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la Convention par un acte communiqué au Secrétaire général de la Société des Nations et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée au Secrétariat.

ARTICLE 13.

Le Conseil d'administration du Bureau international du Travail devra, au moins une fois tous les dix ans, présenter à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente Convention et décidera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de la revision ou de la modification de la dite Convention.

ARTICLE 14.

Les textes français et anglais de la présente Convention feront foi l'un et l'autre.

Projet de Convention

*concernant l'examen médical obligatoire des enfants et des jeunes gens
employés à bord des bateaux.*

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail de la Société des Nations,

Convoquée à Genève par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail et s'y étant réunie le 25 octobre 1921, en sa troisième session,

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à la visite médicale obligatoire des enfants et des jeunes gens employés à bord des bateaux, question comprise dans le huitième point de l'ordre du jour de la session, et

Après avoir décidé que ces propositions prendraient la forme d'un projet de Convention internationale,

Adopte le Projet de Convention ci-après, à ratifier par les Membres de l'Organisation internationale du Travail, conformément aux dispositions de la Partie XIII du Traité de Versailles et des Parties correspondantes des autres Traités de Paix :

ARTICLE PREMIER.

Pour l'application de la présente Convention, le terme « navire » doit être entendu de tous les bateaux, navires ou bâtiments quels qu'ils soient, de propriété publique ou privée, effectuant une navigation maritime, à l'exclusion des navires de guerre.

ARTICLE 2.

A l'exception des navires sur lesquels ne sont occupés que les membres d'une même famille, les enfants et jeunes gens de moins de dix-huit ans ne pourront être employés à bord que sur présentation d'un certificat médical attestant leur aptitude à ce travail et signé par un médecin approuvé par l'autorité compétente.

ARTICLE 3.

L'emploi de ces enfants ou jeunes gens au travail maritime ne pourra être continué que moyennant renouvellement de l'examen médical à des intervalles ne dépassant pas une année, et présentation après chaque nouvel examen, d'un certificat médical attestant l'aptitude au travail maritime. Toutefois, si le terme du certificat est atteint au cours d'un voyage, il sera prorogé jusqu'à la fin du voyage.

ARTICLE 4.

Dans les cas d'urgence, l'autorité compétente pourra admettre un jeune homme âgé de moins de dix-huit ans à embarquer sans avoir été soumis aux examens prévus aux articles 2 et 3 de la présente Convention, à la condition toutefois que cet examen soit passé au premier port où le bâtiment toucherait ultérieurement.

ARTICLE 5.

Les ratifications officielles de la présente Convention dans les conditions prévues à la Partie XIII du Traité de Versailles et aux Parties correspondantes des autres Traités de Paix, seront communiquées au Secrétaire général de la Société des Nations et par lui enregistrées.

ARTICLE 6.

La présente Convention entrera en vigueur dès que les ratifications de deux Membres de l'Organisation internationale du Travail auront été enregistrées par le Secrétaire général.

Elle ne liera que les Membres dont la ratification aura été enregistrée au Secrétariat.

Par la suite, cette Convention entrera en vigueur pour chaque Membre à la date où sa ratification aura été enregistrée au Secrétariat.

ARTICLE 7.

Aussitôt que les ratifications de deux Membres de l'Organisation internationale du Travail auront été enregistrées au Secrétariat, le Secrétaire général de la Société des Nations notifiera ce fait à tous les Membres de l'Organisation internationale du Travail. Il leur notifiera également l'enregistrement des ratifications qui lui seront ultérieurement communiquées par tous autres Membres de l'Organisation.

ARTICLE 8.

Sous réserve des dispositions de l'article 6, tout Membre qui ratifie la présente Convention s'engage à appliquer les dispositions des articles 1, 2, 3 et 4, au plus tard le 1^{er} janvier 1924 et à prendre telles mesures qui seront nécessaires pour rendre effectives ces dispositions.

ARTICLE 9.

Tout Membre de l'Organisation internationale du Travail qui ratifie la présente Convention s'engage à l'appliquer à ses colonies, possessions et protectorats, conformément aux dispositions de l'article 421 du Traité de Versailles et des articles correspondants des autres Traités de Paix.

ARTICLE 10.

Tout Membre ayant ratifié la présente Convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la Convention par un acte communiqué au Secrétaire général de la Société des Nations et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée au Secrétariat.

ARTICLE 11.

Le Conseil d'administration du Bureau international du Travail devra, au moins une fois tous les dix ans, présenter à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente Convention et décidera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de la revision ou de la modification de la dite Convention.

ARTICLE 12.

Les textes français et anglais de la présente Convention feront foi l'un et l'autre.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 4 AUGUSTUS 1925.

Wetsontwerp

tot goedkeuring der ontwerpen van Overeenkomst opgemaakt door de Internationale Arbeidsconferentie te Genève betreffende onderscheidenlijk het gebruik van loodwit voor het schilderen, de rechten van vereeniging en coalitie der landbouw-werklieden, de minimum-leeftijd voor de aanneming der jonge lieden tot den arbeid in de hoedanigheid van tremmer of stoker en het verplichtend geneeskundig onderzoek der aan boord van schepen gebruikte kinderen en jonge lieden.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

In den loop van haren derden zitting te Genève, van 25 October tot 19 November 1921, heeft de Internationale Arbeidsconferentie ontwerpen van overeenkomst aangenomen omtrent aangelegenheden betreffende landbouw, nijverheid en zeewezen.

Wij hebben de eer, Mijne Heeren, heden aan uwe beraadslagingen de ontwerpen van overeenkomst te onderwerpen die respectievelijk beoogen :

1. — Het gebruik van loodwit in het beschilderen van huizen;
2. — de rechten van vereeniging en van coalitie der landbouwwerklieden;
3. — den minimum-leeftijd voor de aanneming van jonge lieden tot den arbeid in de hoedanigheid van tremmer of stoker;
4. — het verplichtend geneeskundig onderzoek der aan boord van schepen gebruikte kinderen en jonge lieden.

Het eerste dezer ontwerpen beoogt de verwezenlijking der volgende reglementatie :

1. — Verbod van het gebruik van loodwit en loodsulfaat in de werken van

binnenbeschildering van gebouwen. Er wordt nochtans, mits bepaalde waarborgen, uitzondering gemaakt voor zekere werken van binnenbeschildering voor dewelke het gebruik van loodwit-kleurstoffen door de bevoegde overheden als noodzakelijk zou verklaard worden.

Er wordt ook uitzondering gemaakt voor de decoratieschildering en voor eenige voltooiingswerken.

2. — Het gebruik van loodwit en loodsulfaat is toegelaten voor de werken van buitenbeschildering, mits eene reglementatie waarvan de bijzonderste bestanddeelen zijn : a) het uitsluitend gebruik van lood-kleurstoffen onder den vorm van pap of van bereide verf; b) het voorschrijven van maatregelen ten einde het gevaar, voortspruitend uit het puimen en het droge afkrabben, alsook uit het aanbrengen van verf door besproeiing, te vermijden; c) het in werking stellen van eene reeks beschikkingen betreffende de lichaamshygiene der werklieidschilders; d) het medisch opsporen der gevallen van loodvergiftiging onder de schilders,

Zeven Staten hebben tot nu toe gezegde Overeenkomst bekrachtigd : Oostenrijk, Spanje, Esthland, Letland, Polen, Zweden, Tsjecho Slowakije.

Bovendien hebben verscheidene andere landen, Duitschland, China, de Cubaansche Republiek, Denemarken, Frankrijk en Italië, door tusschenkomst van hunne Regèring de bekrachtiging der bewuste Overeenkomst voorgesteld.

Van Belgisch standpunt uit, zal het niet zonder nut zijn te doen opmerken dat een ontwerp van wet waarbij onze nationale wetgeving in overeenstemming gebracht wordt met de Overeenkomst van Geneve, thans aan de beraadslagingen van den Senaat onderworpen is. Er verzet zich dus niets tegen de onmiddellijke bekrachtiging der internationale reglementatie betreffende het gebruik van loodwit. Het ligt anderzijds voor de hand dat deze bekrachtiging noodzakelijk zal moeten gevolgd zijn van de aanneming van het wetsontwerp waarvan zoo juist gesproken werd.

* *

Wat betreft de Overeenkomst waarbij de rechten van vereeniging en van coalitie der landbouwwerklieids bevestigd worden, verzet er zich niets tegen de bekrachtiging dezer Overeenkomst door het Parlement, vermits de Grondwet aan de landbouwwerklieids, zooals aan al de Belgische burgers, de vrije uitoefening van het recht van vereeniging waarborgt.

Toe nu toe hebben de volgende landen de Overeenkomst waarvan sprake bekrachtigd : Oostenrijk, Esthland, Finland, Groot-Brittannië, Indië, Ierland, Italië, Letland, Polen, Zweden en Tsjecho-Sloavakije.

* *

Wat betreft de ontwerpen van Internationale Overeenkomst van maritiemen aard, bepaalt het eerste dat jonge lieids beneden de achttien jaar niet mogen gebruikt worden voor arbeid aan boord van schepen in de hoedanigheid van stoker of tremmer, terwijl het tweede voorschrijft dat personen beneden de achttien jaar slechts voor arbeid aan boord mogen aangeworven worden, mits

indiening, op geregelde tijden, van een geneeskundig getuigschrift waarbij hunne lichamelijke geschiktheid voor zeemanswerk wordt vastgesteld.

Ten aanzien van deze beginselen heeft de Conferentie van Geneve eenig voorbehoud gemaakt, namelijk de uitsluiting der zeevisscherij van hunne toepassing.

De door de Regeering aan de Wetgevende Kamers voorgestelde goedkeuring dezer twee ontwerpen van Overeenkomst, sluit geenerlei wijziging in zich der bij onze koopvaardij reeds bestaande gebruiken betreffende eenerzijds de voorwaarden van inscheeping van minderjarigen beneden de achttien jaar voor arbeid in bunkers en de stookplaatsen, en anderzijds het geneeskundig onderzoek. Bovendien bevat een wetsontwerp tot reglementatie van het contract van dienstneming aan boord, hetwelk eerstdaags bij de Kamers zal ingediend worden, uit nationaal oogpunt uitdrukkelijke bepalingen, welke de door onze reeders gevolgde gebruiken zullen bevestigen, door hun de verbindende wettelijke kracht te verleenen.

De menschlievende bedoelingen waardoor de Conferentie van Genève zich heeft laten leiden, hadden dus reeds onze hoofden van scheepvaartondernemingen en de Regeering bezield voordat deze Overeenkomsten opgemaakt waren, en diensvolgens verzette er zich niets tegen dat België aan gezegde Overeenkomsten, onder de verscheidene voorbehoudingen die er in vermeld worden zijne volledige goedkeuring verleene.

Deze Overeenkomsten werden tot nu toe door de volgende landen bekrachtigd :

Voor de eerste Overeenkomst : Denemarken, Spanje, Esthland, Indië, Italië, Letland, Polen, Roemenië en Bulgarije.

Voor de tweede Overeenkomst : Spanje, Esthland, Indië, Italië, Japan, Letland, Polen, Roemenië en Bulgarije.

Wij vertrouwen, Mijne Heeren, dat gij niet zult nalaten een gunstig onthaal te verleen en aan het wetsontwerp tot goedkeuring der hierboven beoogde ontwerpen van Overeenkomst.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

E. VANDERVELDE.

*De Minister van Nijverheid, Arbeid en
Maatschappelijke Voorzorg,*

J. WAUTERS.

De Minister van Landbouw,

A. VAN DE VYVERE.

*De Minister van Spoorwegen, Zeewezen,
Posten en Telegrafen,*

E. ANSEELE.

Ontwerp van Overeenkomst

aangaande het gebruik van loodwit voor het schilderen.

De algemeene Conferentie der Internationale organisatie van den Arbeid van den Volkenbond,

Bijeengeroepen te Geneve door den Beheerraad van het Internationaal Arbeidsbureau en hebbende aldaar vergaderd op 25 October 1921, in haren derden zitting,

Na besloten te hebben verscheidene voorstellen aan te nemen aangaande het verbod van het gebruik van loodwit voor het schilderen, welke aangelegenheid het zesde punt van de dagorde van den zitting uitmaakte, en

Na besloten te hebben dat deze voorstellen den vorm zouden aannemen van een ontwerp van internationale overeenkomst, neemt het navolgend ontwerp van overeenkomst aan dat door de Leden van de Internationale organisatie van den Arbeid dient te worden bekrachtigd, overeenkomstig de bepalingen van Deel XIII van het Verdrag van Versailles en van de overeenstemmende Deelen der andere Vredesverdragen :

ARTIKEL ÉÉN.

Elk Lid van de Internationale organisatie van den Arbeid hetwelk deze overeenkomst bekrachtigt, verbindt er zich toe het gebruik van loodwit, loodsulfaat en alle producten welke deze kleurstoffen bevatten, onder voorbehoud der afwijkingen voorzien in artikel 2, te verbieden voor werken van binnenbeschildering van gebouwen, met uitzondering der spoorwegstatiën en nijverheidsinrichtingen waarin het gebruik van loodwit, loodsulfaat en alle producten welke deze kleurstoffen bevatten door de bevoegde overheden, na raadpleging der werkgevers- en werkliedenorganisaties noodzakelijk verklaard wordt.

Het gebruik van witte kleurstoffen welke ten hoogste 2 t. h. lood, uitgedrukt in loodmetaal, bevatten, blijft evenwel toegelaten.

ARTIKEL 2.

De bepalingen van het artikel 1 zullen niet van toepassing zijn op het decoratieschilderen, noch op het afzetten of het bijwerken met loodwit.

Iedere Regeering zal de scheidingslijn tusschen de verschillende soorten van schilderwerk bepalen en het gebruik voor deze werken van loodwit, loodsulfaat en alle producten welke deze kleurstoffen bevatten, overeenkomstig de bepalingen van artikels 5, 6 en 7 van deze overeenkomst regelen.

ARTIKEL 3.

Het is verboden jonge lieden onder achttien jaar of vrouwen te gebruiken voor nijverheidsschilderwerken waarbij gebruik gemaakt wordt van loodwit, loodsulfaat en alle andere producten welke deze kleurstoffen bevatten.

De bevoegde overheden hebben het recht, na raadpleging der werkgevers- en werkliedenorganisaties, toe te laten dat de schilderleerlingen, ten einde ze tot hun beroep op te leiden, voor de in de voorafgaande paragraaf verboden werken gebruikt worden.

ARTIKEL 4.

De verboden voorzien in artikels 1 en 3 zullen van kracht worden zes jaar na den datum van sluiting van den derden zitting der Internationale Arbeidsconferentie.

ARTIKEL 5.

Elk Lid van de Internationale Organisatie van den Arbeid dat deze Overeenkomst bekrachtigd verbindt er zich toe, op grond van de volgende beginselen, het gebruik van loodwit, loodsulfaat en alle andere producten welke deze kleurstoffen bevatten, te regelen voor de werken waarvoor dit gebruik niet verboden is.

I. a) Het loodwit, het loodsulfaat of de producten welke deze kleurstoffen bevatten, mogen in de schilderwerken slechts onder den vorm van pap of van gereedgemaakte verf bewerkt worden.

b) Er zullen maatregelen genomen worden om het gevaar te vermijden dat voortspruit uit het schilderen door middel van besproeiing.

c) Er zullen maatregelen genomen worden, telkens het zal mogelijk zijn, ten einde het gevaar af te wenden van het stof veroorzaakt door het puimen en het droog afkrabben.

II. a) Er zullen schikkingen genomen worden om aan de werklieden-schilders toe te laten gedurende en na hun werk alle noodige zindelijkheidsvoorzorgen te nemen.

b) De werklieden-schilders zullen moeten arbeidskleederen dragen tijdens den ganschen duur van het werk.

c) Er zullen passende maatregelen voorzien worden om te vermijden dat de gedurende het werk afgelegde kleederen door de voor het schilderen gebruikte producten zouden bevuild worden.

III. a) De gevallen van loodvergiftiging en de vermoede gevallen van loodvergiftiging zullen het voorwerp uitmaken van eene verklaring en van een later geneeskundig onderzoek door een geneesheer aangewezen door de bevoegde overheid.

b) De bevoegde overheid zal een geneeskundig onderzoek der arbeiders mogen eischen wanneer zij het noodig zal achten.

IV. Onderrichtingen aangaande de bijzondere gezondheidsvoorzorgen met betrekking tot hun beroep zullen aan de werklieden-schilders uitgedeeld worden.

ARTIKEL 6.

Ten einde het in achnemen der voorafgaande artikels voorziene reglementatie te verzekeren, zal de bevoegde overheid alle maatregelen die zij noodig zal achten, na de betrokken werkgevers- en werkliedenorganisaties te hebben geraadpleegd.

ARTIKEL 7.

Statistieken aangaande de loodvergiftiging bij de werklieden-schilders zullen opgemaakt worden :

- a) voor het ziektecijfer, door middel van de verklaring en de onderzoeking van alle gevallen van loodvergiftiging;
- b) voor het sterfecijfer, volgens eene door den officieëlen dienst der statistieken in elk land goedgekeurde methode.

ARTIKEL 8.

De officieële bekrachtigingen dezer Overeenkomst in de voorwaarden voorzien in Deel XIII van het Verdrag van Versailles en in de Overeenstemmende Deelen der andere Vredesverdragen, zullen aan den Algemeenen Sekretaris van den Volkenbond medegedeeld en door hem ingeschreven worden.

ARTIKEL 9.

Deze Overeenkomst zal van kracht worden zoodra de bekrachtigingen van twee Leden der Internationale Organisatie van den Arbeid door den Algemeenen Sekretaris zullen ingeschreven zijn.

Zij zal enkel de Leden binden wier bekrachtiging op het Sekretariaat zal ingeschreven zijn

Naderhand zal deze Overeenkomst voor elk Lid in werking treden op den datum waarop zijne bekrachtiging op het Sekretariaat zal ingeschreven zijn.

ARTIKEL 10.

Zoodra de bekrachtigingen van twee Leden der Internationale Organisatie van den Arbeid op het Sekretariaat zullen ingeschreven zijn, zal de Algemeene Sekretaris van den Volkenbond daarvan aan al de Leden der Internationale Organisatie van den Arbeid kennis geven. Hij zal hun eveneens kennis geven van de inschrijving der bekrachtigingen die hem later door eenig ander Lid der Organisatie zullen medegedeeld worden.

ARTIKEL 11.

Elk lid dat deze Overeenkomst bekrachtigt verbindt er zich toe de beschikkingen van artikels 1, 2, 3, 4, 5, 6 en 7 uiterlijk op 1 Januari 1924 toe te passen en zulke maatregelen te nemen als zullen noodig zijn om aan deze beschikkingen hunne uitwerking te geven.

ARTIKEL 12.

Elk Lid van de Internationale organisatie van den Arbeid dat deze Overeenkomst bekrachtigt verbindt er zich toe dezelfde toe te passen op zijne Koloniën, bezittingen en protectoraten, overeenkomstig de beschikkingen van het artikel 421 van het Verdrag van Versailles en van de overeenstemmende artikels der andere Vredesverdragen

ARTIKEL 13.

Elk Lid dat deze Overeenkomst bekrachtigd heeft mag dezelfde opzeggen na afloop van een tijdperk van tien jaren na den datum van het aanvankelijk in werking treden der Overeenkomst, door eene aan den Algemeenen Sekretaris van den Volkenbond medegedeelde en door dezen ingeschreven akte. De opzegging zal slechts een jaar na dat ze op het Sekretariaat ingeschreven werd haar uitwerking hebben.

ARTIKEL 14.

De beheerraad van het Internationaal Arbeidsbureau zal, ten minste eens om de tien jaren, aan de Algemeene Conferentie verslag moeten uitbrengen over de toepassing van deze Overeenkomst en zal beslissen of de kwestie der herziening of der wijziging van gezegde Overeenkomst op de dagorde der Conferentie dient opgenomen te worden.

ARTIKEL 15.

De Fransche en de Engelsche tekst dezer Overeenkomst zullen beide rechtsgeldig zijn.

Ontwerp van Overeenkomst

betreffende de rechten van Vereeniging en Coalitie der Landbouwwerklieden.

De Algemeene Conferentie der Internationale Organisatie van den Arbeid van den Volkenbond,

Bijeengeroepen te Geneve door den Beheerraad van het internationaal Arbeidsbureau en aldaar vergaderd hebbende op 25 October 1921 in haren derden zitting,

Na besloten te hebben verscheidene voorstellen aan te nemen betreffende de rechten van vereeniging en coalitie der landbouwwerklieden, welke aangelegenheid behoorde tot het vierde punt van de dagorde van den zitting, en

Na besloten te hebben dat deze voorstellen den vorm zouden aannemen van een ontwerp van Internationale overeenkomst, neemt navolgend Ontwerp van Overeenkomst aan, dat door de Leden van de Internationale organisatie van den Arbeid dient te worden bekrachtigd overeenkomstig de beschikkingen van Deel XIII van het Verdrag van Versailles en van de overeenstemmende Deelen der andere Vredesverdragen.

ARTIKEL EÉN.

Elk lid der Internationale organisatie van den Arbeid dat deze Overeenkomst bekrachtigt, verbindt er zich toe aan alle in den landbouw werkende personen dezelfde rechten van vereeniging en coalitie te verzekeren als aan de werklieden der nijverheid en elke wettelijke of andere beschikking in te trekken die voor uitwerking heeft deze rechten ten opzichte van de landbouwwerklieden te beperken.

ARTIKEL 2.

De officieele bekrachtigingen van deze Overeenkomst, onder de voorwaarden voorzien in Deel XIII van het Vredesverdrag en in de overeenstemmende Deelen der andere Vredesverdragen zullen aan den Algemeenen Secretaris van den Volkenbond medegedeeld en door hem geregistreerd worden.

ARTIKEL 3.

Deze Overeenkomst zal in werking treden zoodra de bekrachtigingen van twee leden der Internationale organisatie van den Arbeid door den Algemeenen Secretaris zullen ingeschreven zijn.

Zij zal slechts die Leden binden wier bekrachtiging op het Secretariaat ingeschreven werd.

Naderhand zal deze Overeenkomst voor elk Lid in werking treden op den datum waarop zijne bekrachtiging op het Secretariaat ingeschreven zal zijn.

ARTIKEL 4.

Zoodra de bekrachtigingen van twee Leden der Internationale Organisatie van den Arbeid op het Secretariaat zullen ingeschreven zijn, zal de Algemeene Secretaris van den Volkenbond daarvan aan al de Leden van de Internationale organisatie van den Arbeid kennis geven. Hij zal hun eveneens kennis geven van de inschrijving der bekrachtigingen die hem later door elk ander Lid der organisatie zullen medegedeeld worden.

ARTIKEL 5.

Onder voorbehoud der beschikkingen van artikel 3, gaat elk Lid dat deze Overeenkomst bekrachtigt de verplichting aan de beschikkingen van artikel 1 uiterlijk op 1^{sten} Januari 1924 toe te passen en alle noodige maatregelen te nemen om aan die beschikkingen hunne uitwerking te geven.

ARTIKEL 6.

Elk Lid van de Internationale organisatie van den Arbeid dat deze Overeenkomst bekrachtigt gaat de verplichting aan dezelve op zijne koloniën, bezittingen en protectoraten, overeenkomstig de beschikkingen van artikel 421 van het Verdrag van Versailles en van de overeenstemmende artikelen der andere Vredesverdragen toe te passen.

ARTIKEL 7.

Elk Lid dat deze Overeenkomst bekrachtigd heeft, mag dezelve opzeggen na afloop van een tijdperk van tien jaar na den datum van de aanvankelijke in werking stelling der Overeenkomst, door eene aan den Algemeenen Secretaris van den Volkenbond medegedeelde en door hem ingeschreven akte. De opzegging zal hare uitwerking hebben slechts een jaar nadat zij op het Secretariaat ingeschreven werd.

ARTIKEL 8.

De Beheerraad van het Internationaal Arbeidsbureau zal, ten minste eens om de tien jaar, aan de Algemeene Conferentie verslag moeten uitbrengen over de toepassing dezer Overeenkomst, en zal beslissen of de kwestie der herziening of der wijziging van gezegde Overeenkomst op de dagorde der Conferentie dient opgenomen te worden.

ARTIKEL 9.

De Fransche en de Engelsche tekst van deze Overeenkomst zullen beide rechtsgeldig zijn.

Ontwerp van Overeenkomst

waarbij de minimum-leeftijd voor de aanneming der jonge lieden tot den arbeid in de hoedanigheid van tremmer of stoker vastgesteld wordt.

De algemeene Conferentie van de Internationale Organisatie van den Arbeid van den Volkenbond,

Bijeengeroepen te Genève door den Beheerraad van het Internationaal Arbeidsbureau en aldaar vergaderd hebbende op 25 October 1921, in haren derden zitting,

Na besloten te hebben verscheidene voorstellen aan te nemen betreffende het verbod elken persoon, die minder dan achttien jaar oud is, te gebruiken voor werk in bunkers en stookkamers, welke aangelegenheid behoorde tot het achtste punt van de dagorde van den zitting, en

Na besloten te hebben dat deze voorstellen den vorm zouden aannemen van een ontwerp van Internationale Overeenkomst, neemt navolgend Ontwerp van Overeenkomst aan, dat door de Leden van de Internationale Organisatie van den Arbeid dient te worden bekrachtigd, overeenkomstig de beschikkingen van Deel XIII van het Verdrag van Versailles en van de overeenstemmende Deelen der andere Vredesverdragen :

ARTIKEL ÉÉN.

Voor de toepassing van deze Overeenkomst dienen onder de benaming « vaartuig » te worden verstaan al de op zee varende booten, schepen en bodems, van welken aard ook, hetzij zij openbaar of privaat eigendom zijn, met uitsluiting van de oorlogsbodems.

ARTIKEL 2.

De jonge lieden beneden de achttien jaar mogen niet gebruikt worden voor het werk aan boord van schepen in de hoedanigheid van tremmer of stoker.

ARTIKEL 3.

Het bepaalde bij artikel 2 is niet toepasselijk op :

- a) het werk van jonge lieden op schepschepen, op voorwaarde dat dit werk door de openbare overheid goedgekeurd wordt en deze er toezicht op houdt;
- b) het werk op vaartuigen wier voornaamste voortstuwingsmiddel een ander is dan stoom;

c) het werk der jonge lieden van minstens zestien jaar, wier lichamelijke geschiktheid door een geneeskundig onderzoek zal erkend geweest zijn en die zullen gebruikt worden op vaartuigen die uitsluitelijk reizen ondernemen op de kusten van Indië of op de kusten van Japan, onder voorbehoud van reglementen die tot stand zullen komen na beraadslaging met de meest representatieve inrichtingen der werkgevers en der werklieden dezer landen.

ARTIKEL 4.

Ingeval het noodig zou zijn een stoker of een tremmer aan te werven in eene haven waar het niet mogelijk zou zijn werklieden dezer categorie die minstens achttien jaar oud zijn te vinden, zal bedoelde betrekking mogen bekleed worden door jonge lieden van minder dan achttien jaar en van meer dan zestien jaar, maar in dit geval moeten twee dezer jonge lieden aangeworven worden in de plaats van den noodigen stoker of tremmer.

ARTIKEL 5.

Met het doel het toezicht toe te laten op de toepassing der beschikkingen van deze Overeenkomst, moet elke kapitein of schipper een inschrijvingsregister of een monsterrol houden waarop al de aan boord gebruikte personen beneden de achttien jaar met aanduiding van den datum hunner geboorte vermeld zijn.

ARTIKEL 6.

De contracten van aanwerving der bemanning moeten een korten inhoud van de beschikkingen van deze Overeenkomst bevatten.

ARTIKEL 7.

De officieele bekrachtigingen dezer Overeenkomst onder de voorwaarden voorzien in Deel XIII van het Verdrag van Versailles en in de overeenstemmende Deelen der andere Vredesverdragen zullen aan den Algemeenen Secretaris van den Volkenbond medegedeeld en door hem ingeschreven worden.

ARTIKEL 8.

Deze Overeenkomst zal in werking treden zoodra de bekrachtigingen van twee Leden der Internationale organisatie van den Arbeid door den Algemeenen Secretaris zullen ingeschreven zijn.

Zij zal slechts die Leden binden wier bekrachtiging op het Secretariaat ingeschreven werd.

Naderhand zal deze Overeenkomst voor elk Lid van kracht worden op den datum waarop zijne bekrachtiging op het Secretariaat zal ingeschreven zijn.

ARTIKEL 9.

Zoodra de bekrachtigingen van twee Leden der Internationale organisatie van den Arbeid op het Secretariaat zullen ingeschreven zijn, zal de Algemeene Secretaris van den Volkenbond daarvan aan al de Leden van de Internationale organisatie van den Arbeid kennis geven. Hij zal hun eveneens kennis geven van de registrering der bekrachtigingen die hem later door *elk ander* Lid der Organisatie zullen medegedeeld worden.

ARTIKEL 10.

Onder voorbehoud der beschikkingen van artikel 8. gaat elk Lid dat deze Overeenkomst bekrachtigt de verplichting aan de beschikkingen van artikels 1, 2, 3, 4, 5 en 6 uiterlijk op 1 Januari 1924 toe te passen en alle noodige maatregelen te nemen om aan die beschikkingen hunne uitwerking te geven.

ARTIKEL 11.

Elk Lid van de Internationale organisatie van den Arbeid dat deze Overeenkomst bekrachtigt gaat de verplichting aan dezelve op zijne koloniën, bezittingen en protectoraten, overeenkomstig de beschikkingen van artikel 121 van het Verdrag van Versailles en van de overeenstemmende artikelen der andere Vredesverdragen, toe te passen.

ARTIKEL 12.

Elk Lid dat deze Overeenkomst bekrachtigd heeft mag dezelve opzeggen na afloop van een tijdperk van tien jaar na den datum van de aanvankelijke in werking stelling der Overeenkomst, door eene aan den Algemeenen Secretaris van den Volkenbond medegedeelde en door hem ingeschreven akte. De opzegging zal hare uitwerking hebben slechts een jaar nadat zij op het Secretariaat ingeschreven werd.

ARTIKEL 13.

De Beheerraad van het Internationaal Arbeidsbureau zal, ten minste eens om de tien jaar, aan de Algemeene Conferentie verslag moeten uitbrengen over de toepassing dezer Overeenkomst, en zal beslissen of de kwestie der herziening of der wijziging van gezegde Overeenkomst op de dagorde der Conferentie dient opgenomen te worden.

ARTIKEL 14.

De Fransche en de Engelsche tekst van deze Overeenkomst zullen beide rechtsgeldig zijn.

Ontwerp van Overeenkomst

betreffende het verplichtend geneeskundig onderzoek der aan boord van schepen gebruikte kinderen en jonge lieden.

De Algemeene Conferentie der Internationale Organisatie van den Arbeid van den Volkenbond,

Bijengeroepen te Genève door den Beheerraad van het Internationaal Arbeidsbureau en er vergaderd hebbend op 25 October 1921, in haren derden zitting,

Na besloten te hebben verscheidene voorstellen aan te nemen betreffende het verplichtend geneeskundig onderzoek der aan boord van schepen gebruikte kinderen en jonge lieden, welke aangelegenheid behoorde tot het achtste punt der dagorde van den zitting, en

Na besloten te hebben dat deze voorstellen den vorm van een ontwerp van Internationale Overeenkomst zouden aannemen, neemt het navolgend Ontwerp van Overeenkomst aan, dat door de Leden der Internationale Organisatie van den Arbeid dient te worden bekrachtigd in overeenkomst met de beschikkingen van Deel XIII van het Verdrag van Versailles en van de overeenkomende Deelen der andere Vredesverdragen :

ARTIKEL ÉÉN.

Voor de toepassing van deze Overeenkomst moeten onder de benaming « schip » worden verstaan al de op zee varende booten, schepen en bodems, van welken aard ook, hetzij zij openbaar of privaat eigendom zijn, met uitsluiting van de oorlogsbodems.

ARTIKEL 2.

Met uitzondering der schepen waarop slechts de leden van een zelfde familie arbeid verrichten, mogen kinderen en jonge lieden beneden de achttien jaar enkel aan boord gebruikt worden mits indiening van een geneeskundig getuigschrift vaststellend dat zij voor dit werk geschikt zijn en geteekend door eenen door de bevoegde overheid erkenden geneesheer.

ARTIKEL 3.

Het gebruik van deze kinderen of jonge lieden voor werk op zee mag slechts worden voortgezet mits vernieuwing van het geneeskundig onderzoek na geregelde tijdsruimten die een jaar niet overschrijden, en mits indiening, na elk onderzoek, van een geneeskundig getuigschrift waarbij de geschiktheid voor arbeid op zee

wordt vastgesteld. Indien evenwel het getuigschrift tijdens eene reis vervalt, zal het tot het einde der reis verlengd worden.

ARTIKEL 4.

In dringende gevallen, mag de bevoegde overheid aan een jongeling beneden de achttien jaar de toelating verleenen zich in te schepen zonder aan de in artikelen 2 en 3 dezer Overeenkomst voorziene onderzoeken onderworpen geweest te zijn, op voorwaarde evenwel dat dit onderzoek ondergaan worde in de eerste haven welke het schip naderhand zou aandoen.

ARTIKEL 5.

De officieele bekrachtigingen van deze Overeenkomst, onder de voorwaarden voorzien bij Deel XIII van het Verdrag van Versailles en bij de overeenkomende Deelen der andere Vredesverdragen, zullen aan den Algemeenen Secretaris van den Volkenbond overgemaakt en door hem ingeschreven worden.

ARTIKEL 6.

Deze Overeenkomst zal van kracht worden zoodra de bekrachtigingen van twee Leden der Internationale organisatie van den Arbeid door den Algemeenen Secretaris zullen ingeschreven zijn.

Zij zal enkel de Leden binden wier bekrachtiging op het Secretariaat zal ingeschreven zijn.

Naderhand zal deze Overeenkomst voor elk lid in werking treden op den datum waarop zijne bekrachtiging op het Secretariaat zal ingeschreven zijn.

ARTIKEL 7.

Zoodra de bekrachtigingen van twee Leden der Internationale organisatie van den Arbeid op het Secretariaat zullen ingeschreven zijn, zal de Algemeene Secretaris van den Volkenbond van dit feit kennis geven aan al de Leden der Internationale Arbeidsorganisatie. Hij zal hun eveneens kennis geven van de inschrijving der bekrachtigingen die hem naderhand door elk ander Lid der organisatie zullen medegedeeld worden.

ARTIKEL 8.

Onder voorbehoud der beschikkingen van artikel 6, gaat elk Lid dat deze Overeenkomst bekrachtigt de verbintenis aan de beschikkingen van artikelen 1, 2, 3 en 4 uiterlijk op 1 Januari 1924 toe te passen en zoodanige maatregelen te treffen als zullen noodig zijn om aan deze beschikkingen hunne uitwerking te geven.

ARTIKEL 9.

Elk Lid der Internationale organisatie van den Arbeid dat deze Overeenkomst bekrachtigt, gaat de verbintenis aan ze op zijne koloniën, bezittingen en protec-

toraten toe te passen overeenkomstig de beschikkingen van artikel 421 van het Verdrag van Versailles en van de overeenkomende artikelen der andere Vredesverdragen.

ARTIKEL 10.

Elk Lid dat deze Overeenkomst bekrachtigd heeft, mag haar opzeggen bij het verstrijken van een tijdperk van tien jaar na den datum van de aanvankelijke in werking stelling der Overeenkomst, door eene aan den Algemeenen Secretaris van den Volkenbond overgemaakte en door hem ingeschreven akte.

De opzegging zal eerst haar uitwerking hebben één jaar nadat zij op het Secretariaat ingeschreven geweest is.

ARTIKEL 11.

De Beheerraad van het Internationaal Arbeidsbureau zal, ten minste eenmaal om de tien jaar, aan de Algemeene Conferentie een verslag moeten overleggen over de toepassing van deze Overeenkomst en zal beslissen of de kwestie van de herziening of de wijziging van gezegde Overeenkomst op de dagorde der Conferentie dient opgenomen te worden.

ARTIKEL 12.

De Fransche en de Engelsche tekst van deze Overeenkomst zullen beide rechtsgeldig zijn.

CHAMBRE
des Représentants.

KAMER
der Volksvertegenwoordigers

PROJET DE LOI

portant approbation des projets de Conventions élaborées à Genève par la Conférence Internationale du travail et concernant respectivement l'emploi de la céruse dans la peinture, les droits d'association et de coalition des travailleurs agricoles, l'âge minimum d'admission des jeunes gens au travail en qualité de soudeurs ou chauffeurs et l'examen médical obligatoire des enfants et des jeunes gens employés à bord des bateaux.

WETSONTWERP

tot goedkeuring der ontwerpen van Overeenkomst opgemaakt door de Internationale Arbeidsconferentie te Genève betreffende onderscheidenlijk het gebruik van loodwit voor het schilderen, de rechten van vereeniging en coalitie der landbouw-werklieden, den minimum-leeftijd voor de aanneming der jonge lieden tot den arbeid in de hoedanigheid van tremmer of stoker en het verplichtend geneeskundig onderzoek der aan boord van schepen gebruikte kinderen en jonge lieden.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de nos Ministres des Affaires Étrangères, de l'Agriculture, de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale et des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes.

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Étrangères est chargé de présenter en Notre Nom aux Chambres Législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

Les projets de Conventions adoptés

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onze Ministers van Buitenlandsche Zaken, van Landbouw, van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg, en van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegraphen.

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Buitenlandsche Zaken is gelast in Onzen Naam, bij de Wetgevende Kamers, het wetsontwerp in te dienen waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

De ontwerpen van Overeenkomst

par la Conférence internationale du travail à Genève concernant respectivement l'emploi de la céruse dans la peinture, les droits d'association et de coalition des travailleurs agricoles, l'âge minimum d'admission des jeunes gens au travail en qualité de soutiers ou chauffeurs et l'examen médical obligatoire des enfants et des jeunes gens employés à bord des bateaux, sortiront leur plein et entier effet.

opgemaakt door de Internationale Arbeidsconferentie te Geneve betreffende onderscheidenlijk het gebruik van loodwit voor het schilderen, de rechten van vereeniging en coalitie der landbouw-werklieden, den minimumleeftijd voor de aanneming der jonge lieden tot den arbeid in de hoedanigheid van tremmer of stoker en het verplichtend geneeskundig onderzoek der aan boord van schepen gebruikte kinderen en jonge lieden, zullen hunne volle en algeheele kracht hebben.

Donné à Bruxelles, le 3 août 1925,

Gegeven te Brussel, den 3^e Augustus 1925.

ALBERT.

Par le Roi :

Van Koningswege :

Le Ministre des Affaires Étrangères,

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

E. VANDERVELDE.

Le Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance Sociale,

De Minister van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg,

J. WAUTERS.

Le Ministre de l'Agriculture,

De Minister van Landbouw,

A. VAN DE VYVERE.

Le Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes,

*De Minister van Spoorwegen, Zee-
wezen, Posterijen en Telegrafien,*

E. ANSEELE.